

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Pays (UE) > **L'arrestation de Boris Kagarlitsky en Russie choque les consciences, même (...)**

L'arrestation de Boris Kagarlitsky en Russie choque les consciences, même celles des personnes jusqu'ici silencieuses.

vendredi 4 août 2023, par [MONTI Germano](#) (Date de rédaction antérieure : 3 août 2023).

Le 25 juillet, les forces de sécurité de Moscou ont arrêté le sociologue Boris Kagarlitsky, un intellectuel marxiste russe bien connu qui n'a jamais caché son opposition à ce que les Russes sont obligés d'appeler « opération militaire spéciale ». La libération de Kagarlitsky a également été demandée par un appel signé par de nombreux représentants de la « gauche radicale » qui ont jusqu'à présent gardé le silence sur la répression en Russie, et qui recueille de nombreuses adhésions.

Le 25 juillet, les forces de sécurité de Moscou ont arrêté le sociologue Boris Kagarlitsky, un intellectuel marxiste russe bien connu qui n'a jamais caché son opposition à ce que les Russes sont obligés d'appeler « l'opération militaire spéciale », c'est-à-dire la guerre d'invasion de l'Ukraine déclenchée par le président Vladimir Poutine. L'arrestation de Kagarlitsky, contrairement aux innombrables actions répressives menées précédemment par le régime de Poutine, a suscité de très vives réactions de la part de larges secteurs de la gauche internationale, y compris de la gauche italienne, qui s'était jusqu'à présent distinguée par son silence à l'égard de la conduite du Kremlin.

Dès le premier jour de l'invasion russe, malgré l'affichage de slogans tels que « Ni avec Poutine, ni avec l'OTAN », des dizaines de manifestations ont été organisées en Italie par la « gauche radicale » contre les bases de l'OTAN et les sièges de l'Union européenne, tandis que des représentants autorisés de la nomenclature de cette même « gauche radicale » lançaient, au nom de la paix, des appels contre l'envoi d'armes à l'Ukraine et pour la levée des sanctions imposées à la Russie, proposant, en substance, de désarmer l'agressé et de récompenser l'agresseur. Pas une seule voix de solidarité ou même de simple pitié n'a été entendue de la part des représentants de cette « gauche » pour les hommes et les femmes ukrainiens contraints par les bombardements russes de se cacher dans des abris et des tunnels souterrains, pour les femmes violées par les troupes d'occupation russes, pour les citoyens de Mariupol et d'autres villes et villages rasés, pour les enfants ukrainiens enlevés à leurs familles et déportés pour devenir des animaux de laboratoire russes, comme ce fut le cas en Argentine dans les années soixante-dix. Bien entendu, pas un mot de ces représentants sur les Russes qui ont tenté et tentent de s'opposer à la guerre de Poutine, et qui ont payé et paient leur choix par des dizaines de milliers d'arrestations, de passages à tabac et de tortures endurées. Dans le même temps, les déclarations des dirigeants de cette « gauche radicale » - du Parti de la refondation communiste à Potere al Popolo et à l'Union populaire - abondent en diatribes livides contre la « junte nazie de Kiev », les « nazis ukrainiens », les « marionnettes de l'OTAN », et ainsi de suite.

Le niveau le plus surréaliste a été atteint il y a quelques semaines, lorsqu'un cartel de forces de la « gauche radicale » (composé, entre autres, du magazine Contropiano, des mouvements de jeunesse Osa et Cambiare Rotta, du Réseau communiste, de Potere al Popolo, du Partito Comunista Italiano,

de Patria Socialista, de Rifondazione Comunista, d'Unione Popolare, de Fronte della Gioventù Comunista), avec comme invité un sympathique Comité de solidarité pour le Belarus (celui du dictateur Lukashenko,), a organisé une manifestation « contre la répression » devant l'ambassade d'Ukraine à Rome, afin de dénoncer les prétendues intentions meurtrières de l'habituel « régime nazigolpiste de Kiev » à l'encontre des deux frères Kononovich, détenus - en résidence surveillée et avec une totale liberté de communication avec le monde extérieur, y compris via le web - parce qu'ils sont accusés de collaborer avec les services secrets de la Fédération de Russie et de la République de Biélorussie. Il est difficile de ne pas remarquer que les conditions de détention des frères Kononovich en Ukraine semblent très différentes de celles [des prisonniers politiques en Russie](#), déportés à des centaines de kilomètres de leur lieu de résidence, soumis à des régimes sévères et empêchés de communiquer avec le monde extérieur. Outre le cas célèbre d'Alexey Navalny, il convient de mentionner, parmi beaucoup d'autres, celui du journaliste [Vladimir Kara-Murza](#), arrêté en avril 2022 sous l'accusation de diffusion de fausses informations sur l'armée russe en Ukraine et, plus tard, de « haute trahison » pour une série de discours publics dans lesquels il critiquait les politiques du Kremlin et la conduite de la guerre en Ukraine. Sur la base de ces accusations, Kara-Murza a été condamné en avril dernier à 25 ans de détention dans une prison de haute sécurité.

L'arrestation de Boris Kagarlitsky semble avoir ébranlé les consciences même de ceux qui, jusqu'à hier, gardaient le silence sur la nature réactionnaire et impérialiste du régime de Moscou. En particulier, dans un communiqué, [Potere al Popolo](#) va jusqu'à le définir comme « un régime antisocial, homophobe et transphobe, belliciste et kleptocratique », ne se limitant pas à réclamer la libération de Kagarlitsky mais rappelant aussi qu'« il y a quelques semaines, Mikhaïl Lobanov a été contraint à l'exil », un mathématicien renvoyé de l'Université d'Etat de Moscou sous la pression directe du cercle de Poutine« , après avoir qualifié la politique du Kremlin de »totalement hostile à toute idée d'émancipation politique et sociale".

La libération de Kagarlitsky a également été demandée par [un appel](#) signé par de nombreux représentants de la « gauche radicale » qui sont restés silencieux jusqu'à présent sur la répression en Russie et qui recueille de nombreuses adhésions, parmi lesquelles il convient de mentionner celles de Maurizio Acerbo, Franco Berardi, Marco Bersani, Fausto Bertinotti, Raffaella Bolini, Luciana Castellina, Marta Collot, Giorgio Cremaschi, Angelo d'Orsi, Luigi de Magistris, Donatella Di Cesare, Tommaso Di Francesco, Ida Dominijanni, Haidi Gaggio Giuliani, Toni Negri, Giovanni Russo Spena et Guido Viale. Beaucoup d'autres - dont le journaliste Jury Colombo, éditeur des éditions italiennes des œuvres de Kagarlitsky, et l'écrivain - ont décidé de ne pas se joindre à l'appel en raison de son silence inacceptable à l'égard de tous les autres opposants victimes de la répression du régime de Poutine, et de la présence tout aussi inacceptable parmi les signataires, Aux côtés de personnalités d'une grande cohérence, on trouve également des personnes qui se distinguent par leur criminalisation du peuple ukrainien et par leurs excellentes relations avec le parti communiste autoproclamé de la Fédération de Russie, fervent soutien du régime de Poutine et de sa guerre. Enfin, l'appel omet toute référence au fait que Kagarlitsky n'a pas seulement été persécuté par Eltsine et Poutine, c'est-à-dire par « l'oligarchie qui s'est enrichie après la restauration du capitalisme en Russie », mais qu'il a également connu la répression et l'emprisonnement à l'époque soviétique, lorsqu'en 1982 il a été arrêté pour « activités antisoviétiques » en raison de ses écrits sur les samizdat, les journaux dissidents de l'époque. Boris a été libéré l'année suivante, mais n'a pu reprendre ses activités d'éditeur et d'érudit qu'en 1988, grâce à la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev. L'appel rappelle cependant, de manière pointilleuse, que « par le passé, il a également été critiqué par les nationalistes ukrainiens pour avoir qualifié de spontané et de conséquence de l'Euromaïdan le soulèvement populaire qui a conduit à la naissance des républiques séparatistes de Donetsk et de Lougansk », omettant significativement d'ajouter que le sociologue a également dit et écrit que « rien de tout cela n'explique ou ne justifie l'invasion massive des forces russes sur le

territoire ukrainien ».

Comme toujours, le verre peut sembler à moitié plein ou à moitié vide. Il est possible que ce qui a poussé certains à s'exprimer en faveur de Kagarlitsky soit un réflexe opportuniste dû au prestige et à la notoriété du marxiste russe et à l'estime dont il jouit universellement, autant d'éléments qui rendaient impossible de rester silencieux. Mais il pourrait aussi être le signe d'un malaise qui commence à se faire jour même chez ceux qui, depuis plus d'un an et demi, se sont enchaînés à une vision déformée de la réalité, la pliant à tout prix dans des schémas aussi préconstitués qu'anachroniques, avec pour résultat de s'éloigner de plus en plus du sentiment commun d'un « peuple de gauche » qui n'aime certes pas l'idée d'envoyer des armes à un pays en guerre (et, en général, n'aime pas l'idée de produire et de vendre des instruments de mort), mais qui sait distinguer l'agresseur de l'agressé et ne peut qu'être solidaire de ce dernier. Un « peuple de gauche » qui voit comment l'OTAN, avant l'agression russe contre l'Ukraine, était en pleine crise, « en état de mort cérébrale », pour reprendre les mots du président français Macron, et comment, grâce à cette agression, elle a retrouvé une nouvelle vie, attirant des pays historiquement neutres - la Suède et la Finlande, pour commencer - et menant également ce qui est en train de se passer, à savoir la création d'une nouvelle organisation de défense des droits de l'homme, pour commencer - et conduisant également le représentant peut-être le plus important de la gauche européenne, Jean-Luc Mélenchon, [à déclarer](#) avec réalisme : « Aujourd'hui, le thème de la sortie de l'OTAN n'est pas partagé, donc pour l'instant, l'objectif est de quitter le commandement unifié de l'OTAN ». Des propos que nos « radicaux de gauche » se sont bien gardés de commenter.

Bref, il est trop tôt pour savoir si les réactions à l'arrestation de Kagarlitsky ne sont qu'un feu de paille ou le début d'une réflexion profonde dans un espace qui serait appelé à représenter et promouvoir de façon cohérente l'alternative à l'état actuel des choses, plutôt que de jouer le rôle d'une géopolitique de taverne, indifférente aux raisons des peuples et aux dynamiques sociales et de classe.

Germano Monti

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Micro Mega

<https://www.micromega.net/larresto-di-boris-kagarlitsky-in-russia-scuote-le-coscienze-finalmente-2/>